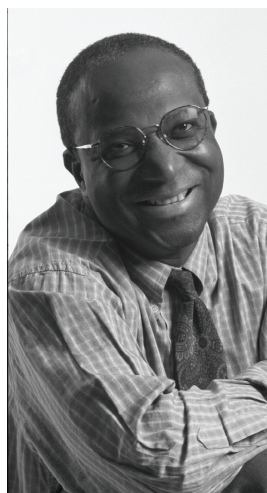


La grande interview

«Les dictatures africaines ne produisent pas le développement économique de leurs pays, or celui-ci est la conséquence de la démocratie.»

Le professeur Yao Assogba est une sommité intellectuelle de la diaspora africaine au Canada dont le parcours universitaire est riche et dense. Ce sociologue canadien d'origine togolaise formé au célèbre collège Jésuite Jean de Brébeuf à Montréal et à la prestigieuse université Laval à Québec, auteur de nombreux ouvrages, des articles de recherche et dans la presse canadienne, notamment dans les grands quotidiens « Le Devoir de Montréal » et « Le Droit d'Ottawa » a publié un ouvrage chez L'Harmattan qui a pour titre : « L'Afrique au fil de la démocratisation, du développement et de la mondialisation ». Voici en exclusivité, la substance de notre entretien.

Propos recueillis par Ferdinand Mayega à Paris



Professeur, vous avez publié un livre assez intéressant chez L'Harmattan à Paris. Son titre : «L'Afrique au fil de la démocratisation, du développement et de la mondialisation». Avant d'entrer dans le vif du sujet, prière de bien vouloir se présenter aux lectrices et lecteurs du journal La Voix du Centre?

Yao Assogba, Ph.D. en sociologie de l'éducation de l'Université Laval Québec, Canada. Professeur émérite de l'Université du Québec en Outaouais (UQ), Togolais d'origine.

Dans votre ouvrage qui est un condensé de vos nombreux articles au prestigieux quotidien canadien francophone Le Devoir de Montréal. Ce journal est au Québec ce que Libération est en France. Qu'est-ce qui a motivé de s'intéresser à la problématique de la démocratisation, du développement et de la mondialisation en Afrique?

En tant que sociologue africain, je ne saurais être indifférent aux grandes problématiques du monde et en particulier de l'Afrique qui semble être à la «remorque» de ces problématiques et les subir. Sujets intéressants pour l'analyse sociologique afin de les comprendre et être en mesure de proposer des pistes d'intervention, soit pour renforcer leurs effets positifs pour la justice sociale et l'égalité des chances de toutes les populations africaines, soit pour

contrer ou corriger leurs effets défavorables au mieux-être de l'homme africain.

Quel est la substance de votre livre s'il fallait faire une synthèse de son contenu?

La substantifique moelle de mon livre est que depuis la fin de la deuxième Guerre Mondiale, les trajectoires de l'Afrique postcoloniale riment avec les thèmes «développement», «démocratie» et «mondialisation». Et que dire de leurs déclinaisons : développement «intégré», «participatif», «durable», etc. ; «société civile» «opposition», «décentralisation», «modification de la constitution pour un 5ième, 10ième... mandat, etc. ; «programmes d'ajustement structurel», etc. Autre exemple. La naissance de l'Union Européenne a été suivie par la naissance de l'Union Africaine (UA) dont l'ancêtre est l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). D'ailleurs l'édifice de l'UA à Addis-Abeba (en Éthiopie) est un «don» du nouveau maître de l'Afrique, c'est-à-dire la Chine.

Dans votre livre, le Togo est présenté comme un laboratoire à ciel ouvert de l'échec de la démocratisation en comparaison avec son voisin francophone du Bénin à droite et du Ghana anglophone à sa gauche. Comment expliquer que le Togo demeure jusqu'ici une démocratie truquée, une dictature ou une dictature maquillée de démocratie?

La durabilité de la dictature au Togo (52 ans, soit plus d'un demi-siècle) s'explique par trois principaux facteurs :

1. Une armée familiale, clanique, ethnique, pléthorique, prétorienne ; caractéristiques qui favorisent la «dynastisation» du régime togolais. Gnassingbé père a dirigé le Togo d'une main de fer pendant 38 ans, jusqu'à sa mort en 2005, année où l'armée a mis Gnassingbé-fils (Faure) au pouvoir. Celui-ci termine son troisième mandat en 2020 (15 ans au pouvoir). Si la situation politique qui prévaut actuellement au Togo perdure, tout indique que Faure Gnassingbé briguera un quatrième mandat à la fin duquel (2025), une seule

famille aurait dirigé le pays pendant six décennies dans la dictature et le non-développement.

2. Le soutien politique et militaire indéfectible de tous les présidents de la VIème République de la France, y compris Emmanuel Macron, au régime de dictature togolais. Les observateurs avertis attribuent, ce soutien sans faille depuis six décennies, aux «secrets» entourant le rôle déterminant que la France aurait joué dans le premier Coup d'État militaire (en Afrique postcoloniale) du 13 janvier 1963 au cours duquel Sylvanus Olympio, le premier président du Togo démocratiquement élu, a été assassiné.

Rappelons qu'Étienne Eyadema, devenu Général Gnassingbé Eyadema, a été officiellement à la tête des militaires togolais, «démobilisés» de l'armée française après les guerres de la Corée et de l'Algérie, qui ont fomenté ce Coup d'État.

3. L'Opposition togolaise semble avoir perdu tout repère, toute restructuration interne et appui diplomatique et politique externe, depuis le Coup d'État militaire contre le gouvernement de transition démocratique issu de la Conférence nationale souveraine en 1991. L'Opposition ainsi «déboussolée» n'a pu, depuis lors, constituer une force alternative face au régime en place. Mais il faut relativiser la «faiblesse» de l'Opposition togolaise. En effet, le Parti-État (Rassemblement du peuple togolais (1969-2011) devenu Unir en 2011) détient tous les leviers du pouvoir pour « voler-gagner » toutes les mascarades d'élections présidentielles, législatives ou locales.

Dans votre livre, vous montrez que l'Afrique noire, malgré des décennies d'indépendance, demeure sous le poids de l'effet pigmalion. Comment en sortir d'après vous?

Question que tout le monde se pose, pas seulement nous-mêmes Africains, mais aussi les Européens, Nord-Américains et Asiatiques. Question pertinente mais difficile à répondre du tac au tac. Après mûres réflexions j'ai proposé une voie de sortie dans mon livre : « « Yao Assogba, Sortir l'Afrique du gouffre de l'histoire ». Le défi éthique du déve-

loppement et de la renaissance de l'Afrique noire, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004. Il serait trop long de résumer ce livre dans ces pages. Je renvoie donc les lecteurs à mon ouvrage qui, je crois, va résister à l'usure du temps.

L'économiste du développement suédois Gunnar Myrdal, lauréat du Prix Nobel d'économie en 1974, avait écrit en 1968 Asian Drama. Cet ouvrage était pessimiste sur le progrès des pays en Asie. Nous savons aujourd'hui l'essor de plusieurs États du continent asiatique, notamment la Chine. Est-ce que vous pensez que le vent de démocratie qui souffle aujourd'hui en Afrique est porteur d'espoir pour le progrès donc le développement en Afrique?

L'agronome tiers-mondiste René Dumont, autour du livre «prophétique» : L'Afrique noire est mal partie, Paris, Éditions du Seuil, 1962, raconte qu'un jour il avait demandé à un célèbre économiste vietnamien, pourquoi les Africains ont échoué là où les Chinois ont réussi ? L'économiste lui aurait répondu que les «Africains n'ont pas connu Confucius». Je laisse le soin à chaque Africain de donner sa propre compréhension et explication de cette assertion d'un Asiatique.

Dans votre ouvrage, vous affirmez que sans la démocratie économique, la démocratie politique n'est qu'une maladie. Est-ce le cas pour les pays en Afrique et y a-t-il des exceptions sur le continent?

Depuis l'Esprit des lois de Montesquieu (1748) et de la Démocratie en Amérique de Tocqueville (1835), on voit que théoriquement et pratiquement la croissance économique et la démocratie sont les «deux faces d'une même médaille». En effet, de manière générale la démocratisation et le processus de développement vont de pair. Mais il y a des exceptions, c'est-à-dire des pays qui se sont développés par économie de marché sous des régimes politiques non démocratiques : le Japon de la restauration Meiji ; et plus près de nous la Chine, les Nouveaux pays industrialisés (NPI) de l'Asie du Sud-Est, le Chili.

Par ailleurs, Alain Touraine (1994) fait une proposition plus nuancée en

disant que : «L'économie de marché est une condition nécessaire mais non suffisante de la démocratie». Car il n'y a pas de démocratie sans économie de marché, mais il y a des pays à économie de marché qui ne sont pas démocratiques. Et l'Afrique ? Force est de constater que l'Afrique n'est ni l'un ni l'autre de ces cas de figures. Sans ironiser, je dirais que c'est là que réside malheureusement son exceptionnalité : les dictatures africaines ne produisent pas le développement économique de leurs pays, or celui-ci est la conséquence de la démocratie. Voilà le paradoxe de l'Afrique

La mondialisation de l'économie crée de nouveaux rapports de dépendance moins ouverts mais plus subtils. Cette mondialisation s'apparente à l'analyse structuraliste de la dépendance à travers laquelle le centre développé exploite la périphérie sous développée à l'intérieur du système capitaliste mondial plus précisément par l'échange international. Comment l'Afrique pourrait-elle sortir de ce piège pour son développement?

Je pense que la réponse ou les réponses à cette question se trouvent dans toute mon analyse qui précède. Mais au total je dirais que, dans la théorie du Centre-Périphérie développée par l'éminent économiste Samir Amin, l'Afrique se situe aujourd'hui à la «périphérie-de-la-périphérie//de-la-périphérie». Approche afro-pessimiste ou afro-réaliste ? La question reste posée et nécessite un débat ouvert.

